

République du Sénégal

Un Peuple –Un But–Une Foi

**MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET**



RAPPORT TRIMESTRIEL D'EXECUTION BUDGETAIRE

QUATRIEME TRIMESTRE 2019

Février 2020

www.budget.gouv.sn

Le présent rapport présente la situation d'exécution du budget de l'Etat du Sénégal à la fin du quatrième trimestre 2019. Il s'inscrit dans le cadre du suivi infra-annuel de l'exécution des recettes et des dépenses prévues dans la loi de finances, qui vise à renforcer la gestion des finances publiques et à améliorer la crédibilité et la transparence du budget de l'État.

L'exécution du budget général de l'Etat (hors emprunts) se situe, à la fin du quatrième trimestre 2019, à 3242,54 milliards FCFA en ressources et 3888,53 milliards en dépenses, représentant respectivement 98,3% et 97,1% des crédits ouverts après la deuxième Loi de finances rectificative de 2019 (LFR2 2019).

Quant à l'exécution des comptes spéciaux du Trésor, elle s'est établie à 152,85 milliards en ressources et 110,23 milliards en dépenses, soit un solde excédentaire de 42,26 milliards.

Tableau 1 : Tableau récapitulatif de l'exécution du budget à la fin du quatrième trimestre 2019 (en milliards FCFA)

Ressources / Recettes					Dépenses / Charges				
Catégories de ressources	LFR2 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Exéc. (3)	Taux d'exéc. (3/2)	Catégories de dépenses	LFR2 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Exéc. (3)	Taux d'exéc. (3/2)
Recettes budgétaires	2561,55	2561,55	2 564,50	100,1%	Dettes publiques	863,17	863,17	837,60	97,0%
<i>Recettes fiscales</i>	2435,86	2435,86	2 410,01	98,9%	<i>Intérêts</i>	273,19	273,19	301,97	110,5%
<i>Recettes non fiscales</i>	125,69	125,69	154,49	122,9%	<i>Amortissements</i>	589,98	589,98	535,63	90,8%
Dons budgétaires	31,40	31,40	16,70	53,2%	Masse salariale	744,06	744,06	742,83	99,8%
Recettes exceptionnelles	60,98	60,98	61,57	101,0%	Autres dépenses courantes	1 038,72	1 044,19	1 082,00	103,6%
<i>dont PPTTE IADM</i>	60,98	60,98	61,57	101,0%	<i>Biens et services</i>	296,52	296,22	376,71	127,2%
Remboursements prêts et avances	3,00				<i>Transferts courants</i>	742,19	747,97	705,28	94,3%
					Dépenses en capital sur ressources internes	669,98	710,78	626,33	88,1%
					<i>Exécutées par l'Etat</i>	73,11	80,03	62,75	78,4%
					<i>Transferts en capital</i>	596,87	630,75	563,58	89,4%
RESSOURCES INTERNES	2 656,93	2 656,93	2 642,77	99,5%	DEPENSES SUR RESSOURCES INTERNES	3 315,93	3 362,20	3 288,76	97,8%
Dons en capital	240,00	240,00	207,87	86,6%	Dépenses en capital sur ressources externes	640,86	640,86	599,77	93,6%
Tirages sur prêts projets	400,86	400,86	391,90	97,8%					
Autres emprunts	659,00								
RESSOURCES EXTERNES	1299,86	640,86	599,77	93,6%	DEPENSES RESSOURCES EXTERNES	640,86	640,86	599,77	93,6%
RECETTES BUDGET GENERAL	3 956,79	3 297,79	3 242,54	98,3%	DEPENSES BUDGET GENERAL	3 956,79	4 003,06	3 888,53	97,1%
<i>Comptes affectation spéciale</i>	96,1	96,1	134,16	139,6%	<i>Comptes affectation spéciale</i>	96,10	96,10	109,49	113,9%
<i>dont FNR</i>	94,4	94,4	132,24	140,1%	<i>dont FNR</i>	94,40	94,40	107,72	114,1%
Comptes de commerce	0,15	0,15	0,00	0,0%	Comptes de commerce	0,15	0,15	0,00	0,0%
Comptes de prêts	13,75	13,75	18,69	135,9%	Comptes de prêts	13,75	13,75	0,74	5,4%
Comptes d'avances	0,8	0,8	0,00	0,0%	Comptes d'avances	0,80	0,80	0,00	0,0%
Compte de garanties et avals	0,5	0,5	0,00	0,0%	Comptes de garanties et avals	0,50	0,50	0,00	0,0%
RECETTES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,3	111,3	152,85	137,3%	DEPENSES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	111,30	111,30	110,23	99,0%
TOTAL RESSOURCES	4 068,09	3 409,09	3 395,38	99,6%	TOTAL DEPENSES	4 068,09	4 114,36	3 998,75	97,2%

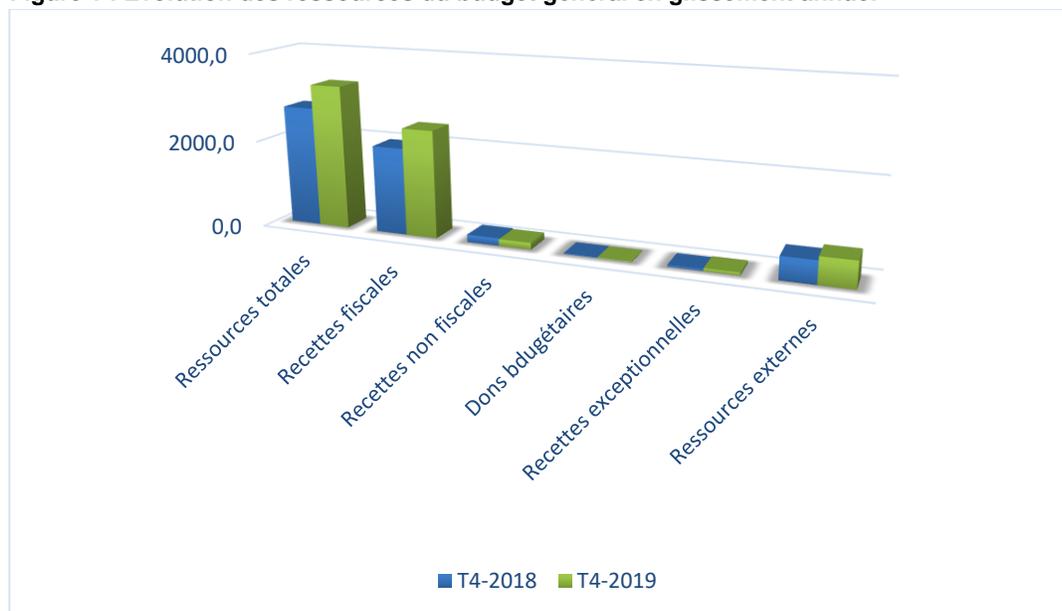
I. LES RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

Les ressources mobilisées du budget général (hors emprunts et remboursements des prêts et avances) s'élèvent, au 31 décembre 2019, à 3242,54 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 98,3% par rapport à l'objectif annuel de 3297,79 milliards fixé par la LFR2 2019.

Par rapport à la même période de 2018, la mobilisation de ces ressources a enregistré une hausse de 508,86 milliards FCFA en valeur absolue, soit 18,6% en valeur relative. Cette hausse est imputable aux ressources internes, notamment les recettes fiscales, qui ont progressé de 422,02 milliards FCFA, soit 21,2%.

Les ressources externes (subventions et tirages sur prêts projets) ont également contribué à cette hausse, en augmentant de 86,59 milliards (16,9%) par rapport à la même période de l'année précédente.

Figure 1 : Evolution des ressources du budget général en glissement annuel



Source : DEES/DGCPT, DDP/DGCPT et DODP/DGB

I.1 LES RESSOURCES INTERNES

Au 31 décembre 2019, le recouvrement des ressources internes du budget général (hors remboursements prêts et avances) s'élève à 2642,77 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 99,6% de l'objectif annuel arrêté à 2653,93 milliards.

Comparée à la même période de l'année 2018, la mobilisation des ressources internes s'est nettement améliorée de 422,3 milliards, soit une évolution en valeur relative de 19,0%. Cette hausse est essentiellement tirée par les recettes fiscales, grâce aux impôts directs et indirects avec lesquels il est noté des performances du recouvrement traduites par des taux d'exécution respectifs de 107% et de 102%.

Les impôts directs ont progressé de 23,6% pour s'établir à 759,59 milliards FCFA. Cette évolution est imputable à l'impôt sur les sociétés (24,7%) et à l'impôt sur le revenu à la charge des personnes physiques (12,1%) qui s'élèvent respectivement à 349,96 milliards et 352,19 milliards.

Les impôts indirects sont établis à 1612,72 milliards, contre 1305,29 milliards une année auparavant, soit une augmentation de 24,2% (307,43 milliards). La progression des impôts indirects est soutenue par la TVA (19,1%) et les droits de douane et autres droits à l'importation (26,4%).

En revanche, les recettes non fiscales ont évolué à la baisse de 9,8% pour se situer à 154,49 milliards après 171,31 milliards recouvrés en 2018.

Tableau 2 : Situation d'exécution des ressources internes à la fin du quatrième trimestre 2019

Catégories de recettes	T4_2018	LFR 2019	Objectif T4_2019	Recouvrement T4_2019	Taux d'exécution/LFR	Evolution T4 2019/T4 2018	
						En valeur	En %
Recettes fiscales	1987,99	2435,86	2435,86	2410,01	99%	422,02	21,2%
Impôts directs	646,73	709,81	709,81	759,59	107%	112,86	17,5%
Impôts Indirects	1305,29	1588,81	1588,81	1612,72	102%	307,43	23,6%
Autres	35,97	137,24	137,24	37,70	27%	1,73	4,8%
Recettes Non fiscales	171,31	125,69	125,69	154,49	123%	-16,82	-9,8%
Dons budgétaires	19,52	31,40	31,40	16,70		-2,83	-14,5%
Recettes exceptionnelles	41,68	60,98		61,57		19,89	
Total Recettes	2220,5	2653,93		2642,77	99,6%	422,3	19,0%

Source : DEES/DGCPT/MFB ; DDP/DGCPT/MFB

I.2 LES RESSOURCES EXTERNES

A la fin du quatrième trimestre 2019, le montant total des décaissements pour l'exécution des dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures s'élève à 599,77 milliards FCFA répartis pour 391,90 milliards en emprunts (tirages sur prêts projets) et 207,87 milliards en subventions (don en capital). Ce niveau des décaissements représente un taux d'exécution de 94 % des prévisions annuelles de la LFR2 2019 (640,86 milliards de francs CFA).

Comparés à la même période de l'année 2018 (513,17 milliards), les décaissements ont augmenté de 86,59 milliards en valeur absolue et 21,4 % en valeur relative, à la faveur des tirages sur prêts-projets qui se sont appréciés de 111,16 milliards (39,6%).

Tableau 3 : Situation des décaissements sur ressources extérieures à fin décembre 2019

Catégories de ressources	T4 2018	LFR2 2019	T3 2019	T4 2019	Taux d'exécution	Evolution T4 2019/T4 2018	
						En valeur	En %
Dons en capital	232,44	240,00	119,39	207,87	87%	-24,56	-10,6%
Tirages sur prêts projets	280,74	400,86	300,00	391,90	98%	111,16	39,6%
Total ressources extérieures	513,17	640,86	419,39	599,77	94%	86,59	16,9%

Source : DODP/DGB/MFB

II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (ressources intérieures)

II.1 LES DEPENSES ORDINAIRES

a. Dépenses de personnel

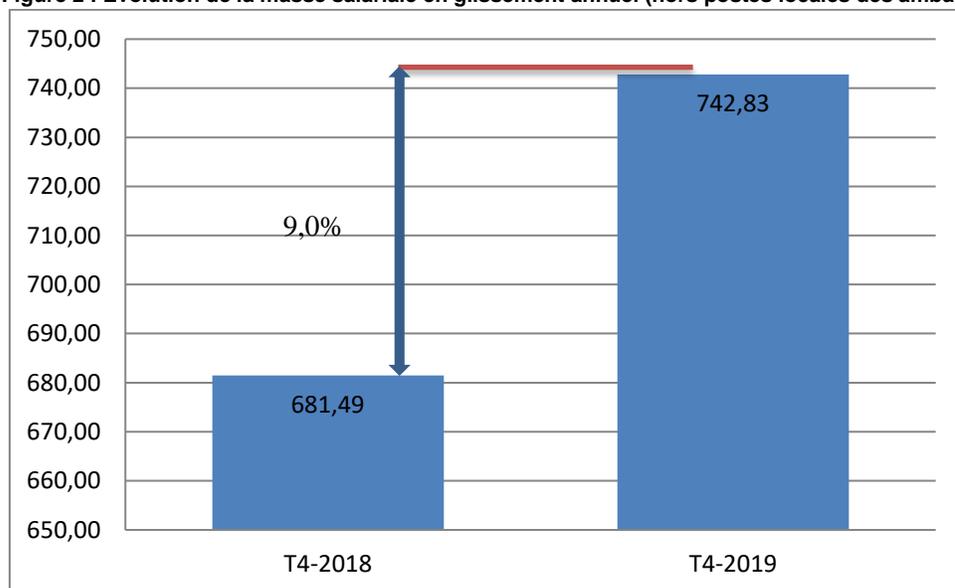
En cumul au 31 décembre 2019, la masse salariale s'élève à 742,83 milliards FCFA représentant un taux d'exécution de 99,8% des prévisions annuelles revues par la LFR2 2019 pour un montant de 744,06 milliards.

Comparée à la même période de 2018, la masse salariale a augmenté de 61,83 milliards, soit 9,0% en valeur relative. Cette hausse est consécutive à l'augmentation des effectifs et aux revalorisations salariales, suite aux accords conclus avec les organisations syndicales.

En plus de l'augmentation de l'effectif des agents de l'Etat, la hausse de la masse salariale est expliquée par la prise de certaines mesures au cours de l'année 2019, notamment :

- l'élargissement de l'indemnité de représentation médicale aux médecins et vétérinaires militaires conformément au décret n° 2019-35 du 04 janvier 2019 ;
- l'application du décret n°2019-1310 du 14 août 2019 fixant une allocation forfaitaire mensuelle pour charges de téléphonie mobile de certains agents de l'Etat ;
- la mise en œuvre du décret n° 2019-855 du 08 mai 2019 fixant la limite d'âge des personnels militaires des Armées, de la Gendarmerie nationale et de la Brigade nationale des Sapeurs-pompiers ;
- la régularisation des arriérés de salaires des médecins CHU sur la base de l'arrêté ministériel n° 0215052 du 14 septembre 2018 constatant le recrutement de 55 assistants stagiaires, chefs de clinique et de Maîtres de Conférences Assimilés des Hôpitaux de Dakar et de la Faculté de Médecine, de Pharmacie et d'Odontologie.

Figure 2 : Evolution de la masse salariale en glissement annuel (hors postes locales des ambassades)



Source : DSolde/DGB/MFB.

La masse salariale reste dominée par le « solde de base » et les « primes et indemnités » qui, au cours du quatrième trimestre, représentent des parts égales à 39,00% des dépenses de salaires.

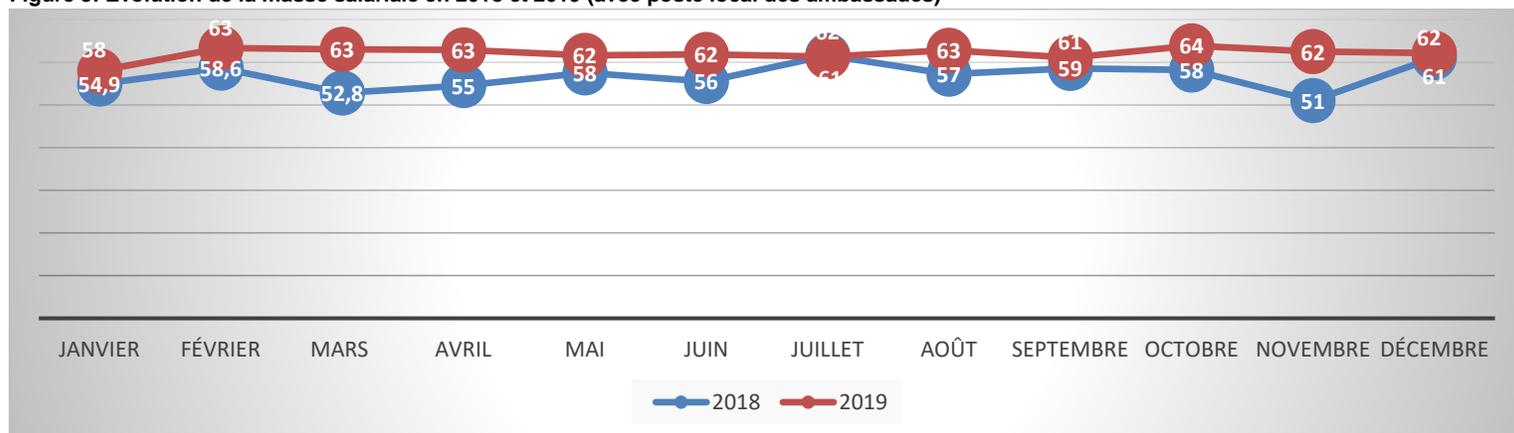
Comparée au trimestre précédent, la masse salariale payée a évolué, au troisième trimestre 2019, en légère baisse de 80 millions.

Tableau 4 : Evolution des principaux postes de paie des salaires

Principaux postes de paie	T3 année 2018		T2 année 2019		T3 année 2019	
	Montant en milliards	Part en %	Montant en milliards	Part en %	Montant en milliards	Part en %
Solde de base	67	37,93%	70,73	38,26%	71,15	39,00%
Primes et indemnités	61	34,56%	69,93	37,83%	71,54	39,00%
Autres éléments de salaire	48	27,51%	44,21	23,91%	41,36	22,00%
TOTAL	176	100,00%	184,86	100,00%	184,04	100,00%

Au cours de l'année 2019, l'évolution de la masse salariale est relativement stable avec une évolution moyenne mensuelle de 0,7%, soit 375 millions F CFA.

Figure 3: Evolution de la masse salariale en 2018 et 2019 (avec poste local des ambassades)



Source : DSolde/DGB/MFB

b. Autres dépenses courantes

Les autres dépenses courantes comprennent les dépenses de fonctionnement (titre 3) et les transferts courants (titre 4).

A la fin du quatrième trimestre 2019, les crédits ouverts pour les autres dépenses courantes ont globalement évolué en hausse de 132,25 milliards F CFA par rapport au trimestre précédent. Cette augmentation est imputable à la LFR2 2019 qui revoit en hausse les prévisions au titre de transferts courants d'un montant de 136,075 milliards.

Les crédits ouverts au titre des autres dépenses courantes (titres 3 et 4) sont engagés, à la date du 31 décembre 2019, à hauteur de 106% pour un montant de 1044,29 milliards FCFA. Ce niveau élevé des crédits engagés est expliqué par la prise en charge des impôts et taxes payés par l'Etat d'un montant de 115,529 milliards engagés et payés sur des crédits ouverts de 5 milliards FCFA. En effet, étant évaluatifs, ces crédits peuvent être exécutés au-delà des autorisations.

Le montant des liquidations, à la date du 31 décembre, est de 1 082,01 milliards FCFA, soit un taux de 98% des crédits engagés et de 104% des crédits ouverts.

En glissement annuel, les liquidations ont connu une hausse de 10 points de pourcentage portée en grande partie par les transferts courants tirés par les dépenses effectuées au profit du secteur de l'énergie et de l'agriculture.

En outre, le niveau élevé de liquidations des crédits est porté par les secteurs socio-économiques à travers notamment les ministères suivants :

- le Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, avec un taux de liquidation de 100% des crédits ouverts. Ce niveau de réalisation s'explique par la mobilisation des crédits de transferts courants destinés aux Universités, aux Centres des Œuvres Universitaires et Sociales et à la prise en charge des bourses des étudiants ;
- le Ministère de l'Urbanisme, du Logement et de l'Hygiène publique, qui a enregistré un taux d'exécution de 100% pour les transferts courants grâce à une mobilisation totale des ressources destinées au paiement des loyers des bâtiments administratifs (15,5 milliards FCFA) ;
- le Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement du Territoire, avec un taux de liquidation de 100% expliqué par la mobilisation intégrale des transferts courants au titre du fonds de dotation à la décentralisation ainsi que ceux qui sont destinés à la gestion des déchets solides ;

- le Ministère de la Culture et de la Communication a exécuté la totalité de ces crédits à la faveur d'un décaissement intégral (100%) des crédits des structures autonomes ;

- le Ministère de la Santé et de l'Action sociale dont les principales réalisations concernent les dépenses de Biens et services (99%) avec le paiement des contractuels de la santé et celles des transferts courants (90%) qui portent sur les subventions destinées aux Etablissements Publics de Santé.

Le montant des paiements à fin décembre 2019 s'élève à 1 077,46 milliards FCFA, représentant 99% des montants liquidés, soit une légère baisse de 0.3 points de pourcentage en glissement annuel.

La totalité des montants liquidés au titre des transferts courants a été payée. Seulement 1% des dépenses de fonctionnement liquidées n'a pas été payé. Il fera l'objet de reprise en 2020.

Tableau 5 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au quatrième trimestre de 2019

Titres	LFR2 2019 (1)	Crédits ouverts (2)	Engagement				Liquidation			
			T4-2018 (3)	T4-2019 (4)	Ecart 2019/2018 (4-3)	Tx. Eng. (4/2)	T4-2018 (5)	T4-2019 (6)	Ecart 2019/2018 (6-5)	Tx. Liqu. (6/4)
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	296,52	296,22	297,63	396,00	98,37	134%	276,24	376,73	100,48	95%
Titre 4- Transferts courants	742,19	747,97	568,41	705,71	137,30	94%	568,14	705,28	137,14	100%
Total Fonctionnement	1 038,72	1 044,19	866,04	1 101,71	235,67	106%	844,38	1082,01	237,62	98%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

Tableau 6 : Niveaux d'exécution des dépenses courantes (titre 3 et titre 4) au quatrième trimestre de 2019 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	T4-2018 (7)	T4-2019 (8)	Ecart 2019/2018 (8-7)	Tx. Ord. (8/6)	T4-2018 (9)	T4-2019 (10)	Ecart 2019/2018 (10-9)	Tx. Paie. (10/8)
Titre 3-Dépenses de fonctionnement	276,18	376,71	100,54	100%	263,32	371,04	107,72	98%
Titre 4- Transferts courants	568,14	705,28	137,14	100%	566,14	705,25	139,11	100%
Total Fonctionnement	844,32	1 082,00	237,68	100%	829,46	1 076,28	246,82	99%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

II.2 DEPENSES EN CAPITAL

a. Dépenses sur ressources internes

Les dépenses en capital sur ressources internes comprennent les dépenses d'investissement exécutées par l'Etat (titre 5) et les dépenses de transferts en capital (titre 6).

Au 31 décembre 2019, les crédits ouverts au titre des dépenses en capital financées sur ressources internes ont connu une révision à la baisse de 23,34 milliards FCFA, du fait des modulations opérées sur certains projets, dans la seconde loi de finances rectificative pour 2019.

Ainsi, au 31 décembre 2019, les crédits ouverts au profit de ces dépenses sont arrêtés à 710,78 milliards FCFA et ont été fortement impactés par le niveau d'exécution de la réserve de gestion de l'investissement qui ne dégage qu'un reliquat de 7,995 milliards FCFA sur des prévisions de 15 milliards FCFA.

Le taux d'engagement des crédits ouverts au titre de dépenses en capital est estimé à 89% à la date du 31 décembre 2019, pour un montant de 630,72 milliards FCFA.

Les crédits liquidés se situent à hauteur de 99% du montant des crédits engagés. Ce niveau est tiré par les transferts en capital (89%), grâce à la mobilisation satisfaisante des ressources, particulièrement celles qui sont allouées aux ministères des secteurs sociaux et économiques, notamment :

- le Ministère de l'Enseignement Supérieur, avec un taux d'exécution de 100% pour les investissements relatifs à la construction de l'Université Sine Saloum El Hadji Ibrahima Niass (6 milliards FCFA) et de résidences universitaires (5, 147 milliards FCFA), ainsi qu'au Projet de Gouvernance et de Financement de l'Enseignement supérieur (PGFESR), avec un décaissement de 3, 767 milliards FCFA ;
- le Ministère chargé du développement communautaire, qui a liquidé 98% des crédits engagés grâce à une bonne mobilisation des crédits inscrits pour le paiement des Bourses de Sécurité familiale, le Programme d'Urgence de Développement Communautaire (PUDC), le PROMOVILLES et le PUMA ;
- le Ministère des infrastructures, avec un taux de liquidation de 93% lié à la pleine exécution du projet de TER et à l'ensemble des opérations routières et autoroutières. Toutefois, n'eut été les lenteurs dans l'exécution du FERA, un taux de 100% serait enregistré dans ce département ;
- le Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement rural (96%), avec le règlement des opérations liées au financement de la campagne de production et de commercialisation.

Par ailleurs, le Ministère des Collectivités territoriales et de l'Aménagement du Territoire a aussi liquidé 92% de ses crédits grâce à la mobilisation de l'intégralité des crédits inscrits au profit du Fonds d'équipement des collectivités territoriales (32,778 milliards FCFA).

Quant aux dépenses d'investissement exécutées par l'Etat, elles sont globalement liquidées à hauteur de 78% des crédits ouverts. Cette contreperformance, en comparaison avec les transferts en capital, notée dans l'exécution des crédits inscrits en « titre 5 » se justifie par le fait que les procédures de contractualisation des marchés d'investissement publics connaissent un dénouement en général à partir du second et/ou du troisième trimestre de la gestion budgétaire.

Tableau 7 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au quatrième trimestre de 2019

Titres	Crédits ouverts (1)	Engagement				Liquidation			
		T4-2018 (2)	T4-2019 (3)	Ecart 2019/2018 (3-2)	Tx. Eng. (3/2)	T4-2018 (4)	T4-2019 (5)	Ecart 2019/2018 (5-4)	Tx. Liqu. (5/3)
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	80,03	114,28	67,15	-47,13	84%	97,10	62,75	-34,35	93%
Titre 6- Transferts en capital	630,75	444,77	563,58	118,81	89%	444,77	563,58	118,80	100%
Total Dépenses en capital	710,78	559,05	630,72	71,67	89%	541,87	626,33	84,46	99%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

Le montant des paiements à fin décembre 2019 s'élève à 505,76 milliards FCFA, soit 97% des montants liquidés. Comparés à la même période 2018, les crédits payés ont enregistré une hausse de 31,69 milliards.

Tableau 9 : Niveaux d'exécution des dépenses en capital (titre 5 et titre 6) au troisième trimestre de 2019 (suite)

Titres	Ordonnancement				Paiement			
	T4-2018 (6)	T4-2019 (7)	Ecart 2019/2018 (7-6)	Tx. Ord. (7/5)	T4-2018 (8)	T4-2019 (9)	Ecart 2019/2018 (9-8)	Tx. Paie. (9/7)
Titre 5- Investissements exécutés par l'Etat	97,10	62,75	-34,35	100%	96,86	62,44	-34,43	99%
Titre 6- Transferts en capital	444,77	563,58	118,80	100%	444,77	563,58	118,80	100%
Total Investissement	541,87	626,33	84,46	100%	541,64	626,01	84,38	100%

Source : SIGFIP/DGB/MFB

b. Dépenses sur ressources externes

La situation des décaissements sur ressources extérieures décrit par le tableau 3 traduit l'état d'exécution des dépenses y afférentes.

Les dépenses d'investissement exécutées sur ressources extérieures se situent alors à 599,77 milliards, dont 65% sont effectués sur prêts (tirages sur prêts projets).

III. LES RESSOURCES ET DEPENSES SPECIFIQUES

III.1 Le service de la dette et la situation des emprunts

Les ordonnancements effectués au titre du service de la dette publique (hors PPTE/IADM), au cours du quatrième trimestre 2019, se chiffrent provisoirement à 213,50 milliards de FCFA, soit un cumul de 837,60 milliards à la fin du mois de décembre 2019. Ce cumul traduit un taux d'exécution de 97% des prévisions. Le service de la dette, en cumul au 31 décembre 2019, comprend 432,39 milliards (52%) pour la dette extérieure et 405,21 milliards (48%) pour la dette intérieure.

Comparé à la même période de 2018, le service de la dette a évolué en légère hausse de 1%, en liaison avec le service de la dette intérieure qui a diminué de 16%, avec à une augmentation de 24% de celui de la dette extérieure.

Tableau 10 : Situation d'exécution des paiements au titre du service de la dette à la fin du quatrième trimestre de 2019 (en milliards FCFA)

	T4 2018	T4 2019	Evolution	
			en valeur absolue	en %
TOTAL DETTE PUBLIQUE	829,71	837,60	7,89	1%
Total dette intérieure	480,91	405,21	-75,7	-16%
dette intérieure en capital	402,99	348,21	-54,78	-14%
charges dette intérieure	77,92	57,00	-20,92	-27%
Total dette extérieure	348,8	432,39	83,59	24%
dette extérieure en capital	172,99	187,42	14,43	8%
charges dette extérieure	175,81	244,97	69,16	39%

Source : DDP/DGCPT/MFB

Le service prévisionnel des allègements de dette est estimé à 20,22 milliards de francs CFA dont 7,34 milliards pour les PPTE et 12,88 milliards pour l'IADM.

Au cours du quatrième trimestre, le montant des émissions de titres publics sur le marché régional est de 255 milliards FCFA. Cette émission est composée d'obligations du Trésor par voie d'adjudication d'un montant de 128,95 milliards pour une durée de 3 ans, de 85,51 milliards de francs CFA pour une durée de 7 ans et d'un montant de 40,54 francs CFA pour une durée de 5 ans.

III.2 Les opérations des comptes spéciaux du Trésor

a. Opérations du Fonds national de Retraites (FNR)

La situation du Fonds national de Retraites fait ressortir une nette amélioration. A fin décembre 2019, le compte du FNR a enregistré un solde cumulé positif de 24,52 milliards FCFA, contre un déficit de 2,35 milliards F CFA à la même période de l'année précédente.

Les recettes générées en fin décembre 2019 par le régime de base de retraite se chiffrent à 117,83 milliards FCFA et celles du régime complémentaire à 14,41 milliards FCFA, soit des recettes totales de 132,24 milliards FCFA contre des dépenses du régime général qui se chiffrent à 107,12 milliards CFA ; le régime complémentaire n'ayant pas encore enregistré de dépense.

Cet excédent se justifie par :

- les recettes du régime complémentaire qui n'ont pas encore fait objet de dépense ;
- la régularisation des arriérés de cotisations, part État de novembre 2018, pour un montant de 5,7 milliards ;
- et le renforcement du suivi des cotisations des fonctionnaires en détachement.

Tableau 11 : Situation d'exécution du FNR au quatrième trimestre 2019

	T4 2018	T4 2019
Recettes (en milliards F CFA)	109,93	132,24
<i>dont recettes du régime complémentaire</i>		14,39
Dépenses (en milliards F CFA)	112,28	107,72
Solde du FNR	-2,35	24,52

Source : Dir Pensions/ DGB/MFB et DEES/DGCPT/MFB

Le nombre total des cotisants est de 107 796 et le nombre de pensionnés de 69 286 en fin décembre 2019. A cette date, le rapport démographique est de 1,556.

b. Autres opérations des comptes spéciaux du Trésor

Les autres opérations des comptes spéciaux du Trésor affichent globalement un excédent de 18,1 milliards FCFA à la fin du quatrième trimestre 2019, contre un solde de +5,5 milliards un an auparavant. Cet excédent est en liaison avec les prêts aux particuliers qui ont été remboursés à 18,68 milliards, alors que seulement un montant de 738,92 millions a été accordé comme prêt à la date du 31 décembre 2019.

Tableau 12 : Situation d'exécution des autres comptes spéciaux du trésor à la fin du quatrième trimestre 2019 (en milliards FCFA)

	T4_2018	T4_2019
Crédit (en milliards FCFA)	7,9	20,6
Débit (en milliards FCFA)	2,4	2,5
Solde	5,5	18,1

Source : DEES/DGCPT/MFB

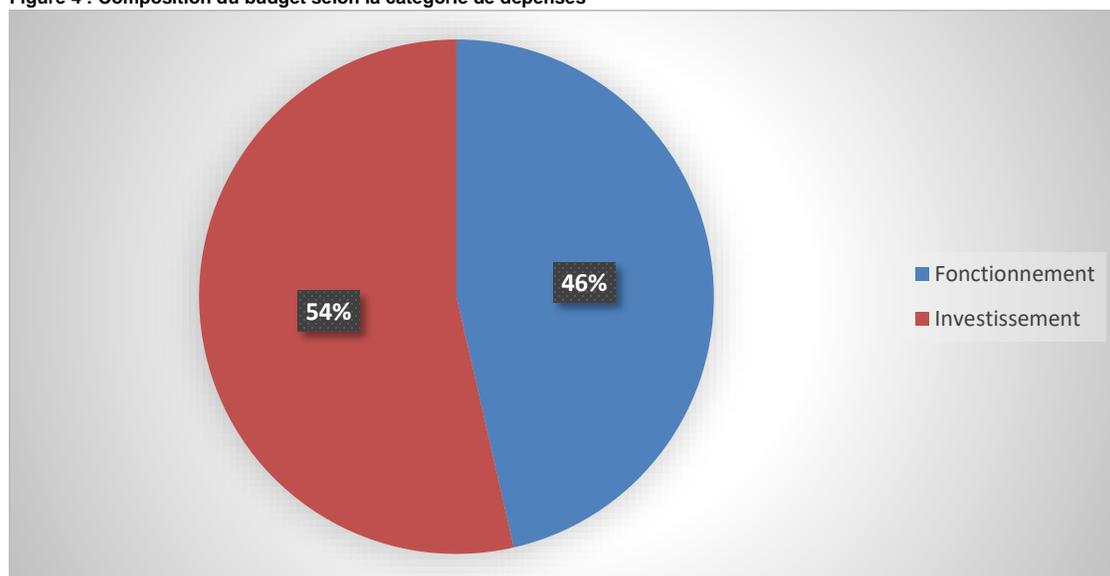
III.3 Les ressources et dépenses du secteur parapublic

La situation d'exécution budgétaire du secteur parapublic au quatrième trimestre 2019 a porté sur 48 entités sur un échantillon de 50 structures suivies lors des trois premiers trimestres de l'année. Il s'agit de :

- 13 agences et structures administratives similaires ou assimilées ;
- 10 établissements publics de santé (EPS) ;
- 11 établissements d'enseignement supérieur publics (EESP) et centres des œuvres universitaires ;
- 14 autres organismes publics (5 EPIC, 2 EPST, 2 EPP, 3 ARD, CESE et CENA)

Ces entités cumulent, au titre de l'exercice 2019, un budget de 1187,044 milliards FCFA, qui comprend des crédits de fonctionnement représentant 46%, pour un montant de 551,96 milliards francs CFA et d'investissement pour 635,947 milliards (54%).

Figure 4 : Composition du budget selon la catégorie de dépenses



Source : DSP/DGCPT/MFB

Les transferts attendus de l'État qui représentent 36,61% des prévisions globales de recettes, s'élèvent à 399,02 francs CFA. Ils se décomposent en transferts courants pour un montant de 176,37 F CFA (32 % des recettes de fonctionnement) et en transferts en capital pour 222,65 (35,01% des recettes d'investissement).

Les transferts de l'Etat sont mobilisés, au 31 décembre 2019, à hauteur de 74% des prévisions, soit un montant de 296,14 milliards représentant 33% des dépenses totales de ces entités. Ce niveau de mobilisation est porté par les transferts courants qui sont exécutés à 90% (159,22 milliards). Quant aux transferts en capital, ils sont mobilisés à un niveau relativement insuffisant (61%).

Tableau 13 : Situation d'exécution des transferts de l'Etat alloués aux 48 entités du secteur para public suivies au quatrième trimestre 2019

	Prévisions		Réalizations		Tx d'exécution
	Montant (en milliards FCFA)	Part dans le budget (en %)	Montant (en milliards FCFA)	Part dans le budget (en %)	
Transferts courants	176,37	32%	159,22	28%	90%
Transferts en capital	222,65	35%	136,92	41%	61%
Total	399,02	34%	296,14	33%	74%

Source : DSP/DGCPT/MFB

Le taux de consommation globale des crédits s'établit à 75,27 % des prévisions, soit un montant de 893,526 milliards. Les crédits de fonctionnement ont été consommés à hauteur de 101,61 % pour un montant de 559,952 milliards. Le taux de consommation des crédits d'investissement est de 52,45 %, soit 333,574 milliards.

Tableau 14 : Situation d'exécution des dépenses des 48 entités du secteur para public suivies au quatrième trimestre 2019

	PREVISIONS (Md FCFA)	REALISATIONS	TAUX
Fonctionnement	551,098	559,952	101,61%
dont transferts courants de l'Etat	176,370	159,215	90,27%
Investissement	635,947	333,574	52,45%
dont transferts en capital de l'Etat	222,651	136,920	61,50%
Total	1187,044	893,526	75,27%
dont transferts de l'Etat	399,020	296,135	74,22%

Source : DSP/DGCPT/MFB

Les crédits alloués à la prise en charge des dépenses de personnel représentent 23,1% du budget de fonctionnement et 10,7% du budget global, soit un montant de 127,20 milliards.

Les paiements opérés au titre des dépenses de personnel s'élèvent à 122,06 milliards, soit 96 % des crédits ouverts à cet effet.

Tableau 15: Situation d'exécution des dépenses de personnel des 48 entités du secteur para public suivies au quatrième trimestre 2019

	Prévisions			Réalizations	
	Total fonctionnement (1)	Dépenses de personnel (2)	Part (2/1)	Montant (3)	Taux d'ex. (3/2)
Agences et structures administratives similaires ou assimilées	352,86	27,79	7,9%	26,42	95%
Etablissements publics de Santé (EPS)	67,55	26,44	39,1%	24,87	94%
Etablissements d'Enseignement supérieur public et Centres des Œuvres universitaires	89,25	58,33	65,4%	57,65	99%
Autres établissements publics	41,43	14,64	35,3%	13,12	90%
Toal	551,10	127,20	23,1%	122,06	96%

Source : DSP/DGCPT/MFB

Annexe 1 : Situation trimestrielle d'exécution des recettes budgétaires en cumul au quatrième trimestre 2019 (en millions FCFA)

Nature de la recette	TRIM_4_2018	TRIM_1_2019	TRIM_2_2019	TRIM_3_2019	TRIM_4_2019
A1 Recettes	2 392,26	529,84	1 269,53	1 934,81	2 789,07
A11 Recettes fiscales	1 980,94	497,59	1 124,24	1 700,96	2 410,01
A111 Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	602,18	167,87	407,94	550,17	710,59
<i>dont Impôt sur les sociétés</i>	280,64	81,82	235,41	294,03	349,96
<i>dont Impôt sur le revenu des personnes physiques</i>	312,47	85,06	169,37	251,04	352,19
<i>dont CCAP</i>	36,39	8,73	18,48	29,22	40,76
A112 Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	5,28	2,07	3,94	7,00	8,95
A113 Impôts sur le patrimoine	39,27	15,26	23,23	29,62	40,04
A114 Impôts sur les biens et services	1 009,00	233,91	515,22	839,45	1 231,08
<i>dont TVA intérieure</i>	330,72	78,80	149,66	251,66	389,85
<i>dont TVA à l'importation</i>	397,07	91,59	211,02	339,07	477,32
<i>dont FSIPP</i>	16,80	4,57	7,89	13,09	22,30
A115 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	289,24	70,01	157,79	250,03	381,64
A116 Autres recettes fiscales	35,97	8,48	16,11	24,69	37,70
A13 Dons	251,96	18,45	78,32	123,59	224,57
Dons budgétaires	19,52	4,20	4,20	4,20	16,70
Dons en capital	232,44	14,25	74,12	119,39	207,87
A14 Autres recettes	159,36	13,80	66,98	110,25	154,49
<i>dont Dividendes</i>	32,11	5,00	32,39	35,18	35,35

Annexe 2 : Consommation des crédits budgétaires par institutions/ministères et par nature au quatrième trimestre 2019 (en millions FCFA)

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Présidence de la République	3	9 652,34	9 415,47	8 754,54	93%	8 738,99	8 708,94	8 708,94	0,00
Présidence de la République	4	25 723,28	34 999,63	34 999,63	100%	34 999,63	34 999,63	34 999,63	0,00
Présidence de la République	5	50,00	38,37	34,35	90%	34,35	34,35	34,35	0,00
Présidence de la République	6	34 681,06	14 181,48	13 809,42	97%	13 809,42	13 809,42	13 809,42	0,00
Assemblée Nationale	4	500,00	15 257,51	15 257,51	100%	15 257,51	15 257,51	15 257,51	0,00
Assemblée Nationale	6	14 074,51	3 950,55	3 950,55	100%	3 950,55	3 950,55	3 950,55	0,00
Conseil Economique, Social et Environnemental	4	2 725,55	6 600,19	6 600,19	100%	6 600,19	6 600,19	6 600,19	0,00
Conseil Constitutionnel	4	6 202,09	950,00	950,00	100%	950,00	950,00	950,00	0,00
Conseil Constitutionnel	6	1 147,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Cour Suprême	4	100,00	771,06	771,06	100%	771,06	771,06	771,06	0,00
Cour Suprême	6	771,06	171,38	75,00	44%	75,00	75,00	75,00	0,00
Cour des Comptes	4	75,00	3 863,45	3 863,45	100%	3 863,45	3 863,45	3 863,45	0,00
Cour des Comptes	6	3 150,00	650,00	250,00	38%	250,00	250,00	250,00	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	4	1 000,00	6 300,00	6 300,00	100%	6 300,00	6 300,00	6 300,00	0,00
Haut Conseil des Collectivités Territoriales	6	6 300,00	2 790,00	2 790,00	100%	2 790,00	2 790,00	2 790,00	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	3	2 340,00	1 532,22	1 510,71	99%	1 510,71	1 507,41	1 507,41	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	4	1 532,25	10 280,00	10 280,00	100%	10 280,00	10 280,00	10 270,00	-10,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	5	9 804,00	518,95	398,93	77%	398,93	398,93	398,93	0,00
Secrétariat Général du Gouvernement (SGG)	6	250,00	26 709,49	22 737,00	85%	22 737,00	22 737,00	22 737,00	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	3	20 912,00	31 354,51	29 191,78	93%	11 388,87	11 299,24	11 298,74	-0,50
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	4	26 630,00	5 461,85	4 506,56	83%	4 082,58	4 081,26	4 081,26	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	5	5 280,00	2 526,01	2 445,94	97%	235,38	230,39	230,39	0,00
Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	6	1 036,00	1 000,00	750,00	75%	750,00	750,00	750,00	0,00
Ministère des Forces Armées	3	1 250,00	44 776,14	44 577,38	100%	44 022,85	43 997,99	43 329,65	-668,34
Ministère des Forces Armées	4	40 295,64	3 727,60	3 727,60	100%	3 727,60	3 727,60	3 727,60	0,00
Ministère des Forces Armées	5	3 387,60	20 577,02	15 546,66	76%	15 546,66	15 546,66	14 696,66	-850,00
Ministère des Forces Armées	6	10 834,00	26 588,00	25 838,00	97%	25 838,00	25 838,00	25 838,00	0,00
Ministère de l'Intérieur	3	22 780,50	17 669,57	16 777,52	95%	16 769,48	16 543,68	16 540,68	-3,00
Ministère de l'Intérieur	4	150,00	17 856,25	17 856,23	100%	17 856,23	17 856,23	17 836,23	-20,00
Ministère de l'Intérieur	5	17 634,11	5 278,24	5 157,04	98%	5 153,49	5 140,99	5 110,99	-30,00
Ministère de l'Intérieur	6	16 049,33	18 554,45	18 177,45	98%	18 177,45	18 177,45	18 177,45	0,00
Ministère de la Justice	3	3 185,50	8 757,19	8 485,07	97%	8 469,48	7 966,56	7 966,56	0,00
Ministère de la Justice	4	21 680,54	3 196,36	2 979,36	93%	2 979,36	2 979,36	2 979,36	0,00
Ministère de la Justice	5	200,00	4 101,60	3 292,05	80%	3 009,41	2 976,59	2 976,59	0,00
Ministère de la Justice	6	8 203,42	1 500,00	1 000,00	67%	1 000,00	1 000,00	1 000,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	3	2 629,76	1 429,81	1 394,44	98%	1 394,44	1 393,49	1 393,49	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	4	3 500,00	110,00	100,00	91%	100,00	100,00	100,00	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	5	1 150,00	250,00	249,93	100%	249,93	249,93	249,93	0,00
Ministère Fonction publique et du Renouveau du service public	6	1 504,36	500,00	500,00	100%	500,00	500,00	500,00	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	3	35,00	73,53	73,53	100%	73,53	73,53	73,53	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	4	500,00	500,00	500,00	100%	500,00	500,00	500,00	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	5	0,00	49,66	49,66	100%	49,66	49,27	49,27	0,00
Min Emploi, Insertion Professionnelle et Intensification de la Main d'Oeuvre	6	509,26	844,00	844,00	100%	844,00	844,00	844,00	0,00
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	3	1 000,00	1 105,03	1 077,07	97%	1 077,07	1 077,07	1 077,07	0,00
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	4	245,00	1 196,60	1 046,60	87%	1 046,60	1 046,60	1 041,21	-5,39
Ministère du travail, du dialogue sociale et des relations avec les Institutions	5	5 004,55	290,29	290,21	100%	290,21	290,21	290,21	0,00

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	3	1 103,17	173,37	173,37	100%	173,37	173,37	173,37	0,00
Min Intégration Africaine, NEPAD et Francophonie	5	996,60	32,97	32,97	100%	32,97	32,97	32,97	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	3	290,60	591,95	584,09	99%	581,17	581,07	581,07	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	4	1 146,69	6 597,31	6 594,94	100%	6 594,94	6 594,94	6 594,94	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	5	226,15	1 375,27	1 020,12	74%	923,74	923,73	923,73	0,00
Ministère de la Pêche et de l'Economie Maritime	6	612,76	9 925,73	9 770,73	98%	9 770,73	9 770,73	9 770,73	0,00
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	3	7 275,64	332,31	322,23	97%	317,06	313,26	313,26	0,00
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	4	1 925,00	10 315,00	10 103,33	98%	10 103,33	10 103,33	10 103,33	0,00
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	5	7 004,49	346,87	257,24	74%	257,24	252,73	252,73	0,00
Min. Infr. Transp. Terrestres et du Désencl.	6	1 000,00	100 365,66	93 471,58	93%	93 471,58	93 471,58	93 471,58	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	3	293,18	1 242,93	1 176,17	95%	1 170,08	1 168,05	1 167,75	-0,31
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	4	8 870,00	32 562,89	32 562,89	100%	32 562,89	32 562,89	32 562,89	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	5	550,00	1 591,27	1 377,70	87%	1 346,71	1 315,17	1 315,17	0,00
Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	6	119 908,50	60 250,59	59 900,59	99%	59 900,59	59 900,59	59 900,59	0,00
Ministère des Finances et du Budget	3	1 414,03	11 040,97	9 388,30	85%	9 328,76	9 322,06	9 305,57	-16,49
Ministère des Finances et du Budget	4	34 437,15	29 020,36	24 240,36	84%	24 240,36	24 240,36	24 240,36	0,00
Ministère des Finances et du Budget	5	2 417,30	12 412,68	11 144,64	90%	10 912,40	10 899,90	10 899,90	0,00
Ministère des Finances et du Budget	6	33 336,50	53 723,55	43 035,49	80%	43 035,49	43 035,49	40 535,49	-2 500,00
Ministère du Pétrole et des Energies	3	11 105,11	481,55	476,36	99%	476,36	475,36	475,36	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	4	9 716,93	155 739,38	136 149,38	87%	136 149,38	136 149,38	136 149,38	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	5	11 849,10	491,40	456,16	93%	456,16	314,67	314,67	0,00
Ministère du Pétrole et des Energies	6	57 058,22	39 419,76	16 449,43	42%	16 449,43	16 449,43	16 449,43	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	3	132 300,00	391,67	391,18	100%	390,18	379,72	379,72	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	4	481,62	3 627,63	3 387,29	93%	3 387,29	3 387,29	3 387,29	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	5	33 788,92	201,45	193,31	96%	193,31	193,31	193,31	0,00
Ministère Commerce et des Petites et Moyennes Entreprises	6	42,50	766,20	574,50	75%	574,50	574,50	574,50	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	3	12 728,00	615,88	564,69	92%	564,69	563,40	563,40	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	4	345,77	27 147,69	27 147,69	100%	27 147,69	27 147,69	27 147,69	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	5	3 257,63	464,46	449,97	97%	425,04	410,06	410,06	0,00
Ministère de l'Urbanisme, du logement et de l'hygiène publique	6	203,27	17 389,45	9 844,68	57%	9 844,68	9 844,68	9 844,68	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	3	478,70	146,30	136,83	94%	136,83	133,84	133,84	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	4	471,00	1 703,38	1 652,38	97%	1 652,38	1 652,38	1 652,38	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	5	16 929,00	25,00	24,94	100%	24,94	24,94	24,94	0,00
Ministère du Développement industriel et de la petite et moyenne industrie	6	755,00	2 419,00	2 325,00	96%	2 325,00	2 325,00	2 325,00	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	3	25 822,63	467,95	454,25	97%	401,80	394,22	394,22	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	4	146,33	4 807,92	4 796,25	100%	4 796,25	4 794,79	4 794,79	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	5	1 703,38	138,03	96,10	70%	96,10	89,82	89,82	0,00
Ministère du Tourisme et des transports aériens	6	100,00	2 658,88	2 368,88	89%	2 368,88	2 368,88	2 368,88	0,00
Ministère de l'Education Nationale	3	2 663,00	66 999,25	66 448,63	99%	66 330,42	66 307,48	66 306,94	-0,53
Ministère de l'Education Nationale	4	477,21	7 892,96	2 899,96	37%	2 899,96	2 899,96	2 899,96	0,00
Ministère de l'Education Nationale	5	3 017,50	4 494,74	3 694,09	82%	3 610,10	3 608,90	3 608,90	0,00
Ministère de l'Education Nationale	6	61,50	3 312,71	2 945,42	89%	2 945,42	2 945,42	2 945,42	0,00
Ministère des Sports	3	3 733,50	6 233,52	6 211,86	100%	6 211,61	2 678,87	2 678,77	-0,10

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère des Sports	4	63 390,00	2 481,91	2 481,69	100%	2 481,69	2 481,69	2 481,69	0,00
Ministère des Sports	5	7 942,97	1 606,54	1 500,66	93%	1 482,22	1 482,22	1 482,22	0,00
Ministère des Sports	6	5 233,00	1 025,00	925,00	90%	925,00	925,00	925,00	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	3	3 350,33	698,82	672,19	96%	671,25	671,25	671,25	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	4	4 472,27	12 602,92	12 593,25	100%	12 593,25	12 593,25	12 593,25	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	5	1 040,13	331,76	324,91	98%	305,24	305,24	305,24	0,00
Ministère de la Culture et de la Communication	6	2 950,00	5 151,27	5 151,27	100%	5 151,27	5 151,27	5 151,27	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	1 200,00	16 044,53	15 886,83	99%	15 855,84	15 760,75	15 671,73	-89,02
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	534,40	33 558,84	30 338,00	90%	30 338,00	30 338,00	30 338,00	0,00
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	6 648,57	7 391,69	7 099,29	96%	6 725,78	6 725,39	6 725,27	-0,13
Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	355,00	4 740,16	4 389,52	93%	4 389,52	4 389,52	4 389,52	0,00
Ministère de la Jeunesse	3	5 400,00	576,91	557,31	97%	556,16	555,77	555,77	0,00
Ministère de la Jeunesse	4	14 344,51	1 609,67	1 609,67	100%	1 609,67	1 609,67	1 609,67	0,00
Ministère de la Jeunesse	5	53 446,65	207,97	191,36	92%	191,36	191,36	191,36	0,00
Ministère de la Jeunesse	6	9 546,53	2 341,37	2 341,37	100%	2 341,37	2 341,37	2 341,37	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	6 118,84	4 103,41	4 034,81	98%	4 026,23	4 020,05	3 990,19	-29,87
Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	622,34	1 113,19	1 105,65	99%	1 105,65	1 105,65	1 105,65	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	1 079,67	2 014,88	1 837,85	91%	1 835,35	1 832,13	1 832,13	0,00
Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	335,11	620,01	548,18	88%	548,18	548,18	548,18	0,00
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	3	1 000,00	1 074,99	991,59	92%	990,99	990,99	990,99	0,00
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	4	4 030,08	1 843,22	1 743,22	95%	1 743,22	1 743,22	1 743,22	0,00
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	5	1 131,39	1 508,70	1 212,47	80%	1 212,47	1 207,83	1 207,79	-0,04
Ministère de la Femme, de la famille, du genre et de la protection des enfants	6	1 958,25	1 792,91	1 340,36	75%	1 340,36	1 340,36	1 340,36	0,00
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	3	591,85	7 148,51	6 979,14	98%	6 943,64	6 942,79	6 942,01	-0,78
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	4	969,36	3 034,09	3 017,01	99%	3 017,01	3 017,01	3 017,01	0,00
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	5	477,50	1 800,74	1 619,17	90%	1 204,56	1 204,56	1 204,56	0,00
Ministère de l'Emploi, de la Formation professionnelle et de l'Artisanat	6	1 492,25	1 511,25	1 336,25	88%	1 336,25	1 336,25	1 336,25	0,00
Charges non Réparties	3	584,50	51 934,93	159 263,91	307%	158 744,42	158 744,42	158 444,42	-300,00
Charges non Réparties	4	7 209,64	48 473,40	46 886,96	97%	46 886,96	46 886,96	46 886,96	0,00
Charges non Réparties	5	2 176,66	8,00	0,00	0%	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges non Réparties	6	2 043,73	91 068,97	87 790,97	96%	87 790,97	87 790,97	87 790,97	0,00
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	3	2 367,50	912,34	869,55	95%	868,06	868,01	868,01	0,00
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	4	86 780,53	4 179,36	4 179,35	100%	4 179,35	4 179,35	4 179,35	0,00
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	5	46 100,00	1 169,94	1 048,54	90%	1 044,72	1 044,72	1 044,72	0,00
Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération	6	15 000,00	979,70	757,00	77%	757,00	757,00	757,00	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	3	68 450,00	1 021,45	997,75	98%	996,28	996,28	996,28	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	4	0,00	466,14	466,14	100%	466,14	466,14	466,14	0,00
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	5	0,00	1 973,46	1 655,80	84%	1 374,00	1 358,61	1 357,60	-1,01
Ministère de l'Elevage et des Productions Animales	6	0,00	4 121,61	3 500,81	85%	3 500,81	3 500,81	3 500,81	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	3	0,00	757,78	755,24	100%	755,24	755,24	755,24	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	4	1 067,20	6 320,35	5 000,10	79%	5 000,10	5 000,10	5 000,10	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	5	529,14	239,19	232,91	97%	232,91	232,91	232,91	0,00
Ministère de l'économie numérique et des Télécommunications	6	1 927,74	1 307,60	601,90	46%	601,90	601,90	601,90	0,00

Ministère ou Institution	Titre	Dotations LFI (1)	Crédits ouverts : LFI-modifications (2)	Crédits engagés (3)	Taux d'eng. (3/2)	Crédits liquidés (4)	Crédits Pris en charge (5)	Crédits payés (6)	Reste à payer (6-5)
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	3	2 695,46	969,96	918,45	95%	917,45	911,37	911,37	0,00
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	4	357,00	200,00	200,00	100%	200,00	200,00	200,00	0,00
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	5	20 282,37	838,55	696,18	83%	691,40	691,30	691,20	-0,10
Ministère de la Microfinance, de l'économie sociale et Solidaire	6	221,89	448,70	448,70	100%	448,70	448,70	448,70	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	3	1 680,52	356,09	313,31	88%	313,31	312,77	312,77	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	4	870,00	39 763,20	39 763,20	100%	39 763,20	39 763,20	39 763,20	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	5	840,25	406,60	328,87	81%	328,87	328,62	328,62	0,00
Ministère des Collectivités Territoriales et de l'aménagement du territoriale	6	278,70	43 098,08	39 723,89	92%	39 723,89	39 723,89	39 723,89	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	3	362,00	384,22	347,45	90%	347,45	347,43	347,43	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	4	52 708,20	3 090,00	3 090,00	100%	3 090,00	3 090,00	3 090,00	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	5	533,00	627,43	413,43	66%	413,43	413,43	413,43	0,00
Ministère de l'Eau et de l'assainissement	6	34 278,83	17 546,66	16 756,66	95%	16 756,66	16 756,66	16 756,66	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	3	423,60	224,35	224,35	100%	224,35	224,35	224,35	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	4	5 163,43	917,50	917,50	100%	917,50	917,50	917,50	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	5	764,21	186,67	135,05	72%	135,05	133,05	133,05	0,00
Min Transports Aériens et Développement des Infrastructures Aéroportuaires	6	19 567,99	229,00	229,00	100%	229,00	229,00	229,00	0,00
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	3	323,00	4 092,43	4 003,80	98%	3 975,23	4 008,10	3 975,23	-32,87
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	4	4 670,00	179 231,82	178 542,36	100%	178 542,36	178 542,36	178 542,36	0,00
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	5	300,00	4 040,53	2 174,73	54%	1 864,96	1 846,77	1 846,77	0,00
Min Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation	6	3 466,60	22 054,12	22 054,12	100%	22 054,12	22 054,12	22 054,12	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	3	3 676,99	275,85	240,23	87%	240,23	240,23	240,23	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	4	153 896,53	464,00	464,00	100%	464,00	464,00	464,00	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	5	4 084,01	77,69	77,69	100%	77,69	76,98	76,98	0,00
Min Bonne Gouvernance et Protection de l'Enfance	6	26 419,75	125,00	125,00	100%	125,00	125,00	125,00	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	3	1 150,86	112,36	95,35	85%	93,85	92,35	92,35	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	4	1 729,72	1 092,06	1 092,06	100%	1 092,06	1 092,06	1 092,06	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	5	257,90	13,25	13,25	100%	13,25	7,50	7,50	0,00
Ministère de la Promotion des investissements, des partenariats et du développement des Télé services de l'Etat	6	845,10	1 539,50	1 539,50	100%	1 539,50	1 539,50	1 539,50	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	3	260,98	243,57	235,94	97%	235,94	235,80	235,80	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	4	7 087,75	724,63	724,63	100%	724,63	724,63	724,63	0,00
Ministère des Mines et de la Géologie	5	55,90	362,89	358,98	99%	358,98	358,98	364,20	5,22
Ministère des Mines et de la Géologie	6	2 016,60	337,00	337,00	100%	337,00	337,00	337,00	0,00
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	3	243,64	456,78	442,68	97%	441,35	440,31	440,31	0,00
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	4	576,29	16 320,00	12 220,00	75%	12 220,00	12 220,00	12 220,00	0,00
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	5	388,00	15,45	12,88	83%	12,88	12,88	12,88	0,00
Ministère du développement communautaire, de l'équité sociale et Territoriale	6	247,00	43 041,44	42 271,64	98%	42 271,64	42 271,64	42 271,64	0,00

Annexe 3: Taux d'engagement des crédits du budget général par section à la fin du mois de décembre 2019

